

Unité Interdépartementale 25-70-90  
Pôle risques accidentels / sites et sols pollués

Besançon, le 09/02/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SPIRAL**

1 rue des Longues Raies  
25220 THISE

**Références : UID25/70/90/SPR/GW/CD 2022 - 0303A**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2022 dans l'établissement SPIRAL implanté 1 rue des Longues Raies 25220 THISE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'Inspection des Installations Classées a effectué, suite à plainte pour déversement d'effluents industriels dans le réseau d'eau pluviale, une visite de la société SPIRAL en septembre 2021. Une nouvelle inspection s'inscrit dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale, présenté à titre de régularisation, pour l'activité de chauffage et traitement industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPIRAL
- 1 rue des Longues Raies 25220 THISE
- Code AIOT dans GUN : 0005902832
- Régime : Autorisation sans titre
- Statut Seveso et IED : Non

La société SPIRAL créée il y a environ 30 ans, est une entreprise spécialisée dans le traitement thermique, la tribofinition, le brunissage et le dégraissage des pièces métalliques en soustraitance pour les industries aéronautiques, automobiles, d'horlogerie, médicales, de luxe, ...

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion des déchets ;
- Prévention de la pollution des eaux.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des Installations Classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposé
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administrative
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	
Gestion des déchets	Code de l'environnement du 29/07/2020, article L.541- 2-1	/	
Gestion des déchets	Code de l'environnement du 22/08/2021, article L.541- 2	/	
Gestion des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-45	/	
Gestion des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-50	/	
Gestion des déchets	Code de l'environnement du 19/07/2021, article D.543-281	/	
Gestion des déchets	Code de l'environnement du 19/07/2021, article D.543-284	/	
Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 5.5	/	
Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.10	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le traitement des déchets est en place, avec des opérateurs reconnus pour ce qui concerne les déchets non dangereux et dangereux, mais la gestion administrative doit être organisée pour être rendue conforme avec les exigences réglementaires. Le traitement des effluents industriels en place ne permet pas de respecter les valeurs limites imposées par la législation sur les installations classées, comme celles prévues par la convention avec le gestionnaire de la station d'épuration urbaine de Port-Douvot (implantée à Besançon). Toutefois, lors de l'inspection, l'exploitant a présenté une solution technique pour remédier à cette situation et un bon commande a été signé,- en toute fin d'année 2021, pour le traitement retenu (par évapo-concentration). Enfin, concernant le stockage de produit chimique sans rétention, l'exploitant s'est engagé à remédier rapidement à la situation.

### 2-4) Fiches de constats

## Nom du point de contrôle : Gestion des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

### Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements, produisant ou expédiant des déchets, tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R.541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R.541-45 du code de l'environnement et R.1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3.

c) Sans objet pour Spiral

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L.541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant.

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L.541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

### Constats :

Le registre n'est pas tenu.

Les données semblent néanmoins être disponibles au regard de l'archivage réalisé dans un but comptable.

L'exploitant mettra en place ce registre pour tous les mouvements de déchets intervenus depuis le 1er janvier 2022.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/07/2020, article L.541-2-1
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant respecte la hiérarchie des modes de traitement de déchets : <ul style="list-style-type: none"><li>• Préparation en vue de la réutilisation</li><li>• Recyclage</li><li>• Autre valorisation, notamment énergétique</li><li>• Élimination</li></ul> Pour des déchets non dangereux envoyés en élimination, l'exploitant justifie de l'impossibilité technico-économique de valorisation
<b>Constats :</b>  La responsable qualité du groupe Augé Microtechnique indique qu'à l'échelle de ce groupe dont fait partie la société Spiral, la valorisation est recherchée en premier. Toutefois, la hiérarchisation des modes de traitement prévoit, d'abord, la réutilisation, puis le recyclage et enfin tout autre mode de valorisation. Par ailleurs, la responsable qualité du groupe ne travaille pas pour la société Spiral.  L'exploitant n'est pas en mesure de présenter comment il procède à la hiérarchisation des modes de traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/08/2021, article L.541-2
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.  Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.  Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
<b>Constats :</b>  La démarche est formalisée au niveau du groupe, mais pas au niveau de Spiral pour l'ensemble des déchets générés. La consultation de quelques bordereaux de suivi et les noms des sociétés affichés sur les conteneurs à déchets, permet d'établir que les déchets sont gérés avec des entreprises connues dans la filière de traitement des déchets.  Toutefois, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter, pour ces entreprises, les autorisations (enregistrements ou déclarations) dont elles disposent au titre de la législation sur les installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-45
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bordereaux de suivi de déchets dangereux (BSDD) sont correctement archivés ; leurs numéros sont reportés dans le registre des déchets sortants.  Les BSDD sont correctement renseignés, y compris en case 10 et 11 de façon à justifier du traitement final du déchet.
<b>Constats :</b>  Les bordereaux sont archivés. Dans le cadre d'un contrôle par sondage, il a pu être consulté celui relatif au filtre à charbon utilisé par l'activité de dégraissage au solvant chloré (Bordereau n° L215611).  Les cases 10 et 11 du bordereau sont remplies. En l'absence de registre, le numéro des bordereaux n'est pas reporté sur ce dernier.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-50
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose des récépissés de déclaration de transport de déchet, datés de moins de 5 ans, pour les entreprises qui prennent en charge ses déchets.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas des récépissés de transport de déchets des sociétés à qui il confie l'acheminement des déchets vers les sites de traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Gestion des déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/07/2021, article D.543-281

**Prescription contrôlée :**

Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets.

Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L.541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement, présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets.

Lorsque certains déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre ne sont pas traités sur place, leurs producteurs ou détenteurs organisent leur collecte séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation.

...

**Constats :**

La gestion des déchets est en place avec des bennes réparties à différents endroits du site.

Des bennes (mono déchets protégés des intempéries - Opérateur Suez) situées à l'entrée du site sont, par exemple, disponibles pour les plastiques et pour les cartons. Ces bennes sont peu remplies.

Une benne (presque pleine) pour les déchets en mélange (papier, plastique d'emballage, métal, bois, bidons plastiques ayant contenu des produits chimiques, matière abrasive, sacs poubelles...) est également disponible à proximité immédiate du bâtiment abritant l'activité de dégraissage des pièces métalliques. Les déchets ainsi stockés sont soumis à la pluie et au vent.

La gestion des déchets réalisées dans cette benne conduit à mettre des déchets qui doivent être triés à la source (papier, métal, plastique et bois notamment) avec d'autres déchets ce qui est interdit.

Ainsi, le mélange réalisé rend difficile toute valorisation du papier, du métal, du plastique et du bois, d'autant qu'ils peuvent être souillés par des substances dangereuses et qu'ils sont soumis au mauvais temps.

L'exploitant doit revoir la gestion des déchets amenés dans cette benne afin, d'une part, de séparer les déchets dangereux des déchets non dangereux, et d'autre part, d'isoler la fraction constituée du papier, du métal, du plastique et du bois (soit en mélange ou par mono matière ).

Un auvent est également dédié au stockage des déchets dangereux sur rétention.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites



**Nom du point de contrôle : Gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/07/2021, article D.543-284
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D.543-282, délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente, une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.</p> <p>Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente, en vue de leur valorisation, et leurs destinations de valorisation finale.</p> <p>Les attestations mentionnées aux deux alinéas précédents peuvent être délivrées par voie électronique.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant ne dispose pas du bilan prévu à l'article D.543-284 du code de l'environnement pour chaque opérateur à qui il confie les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites



**Nom du point de contrôle :** Prévention de la pollution des eaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 5.5

**Prescription contrôlée :**

Valeurs limites de rejet

(Arrêté du 17 décembre 2020, article 6)

Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L.1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif ;

- pH (selon la norme mentionnée « dans un avis publié au Journal Officiel » et aux normes de référence) : 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation à la chaux) ;
- température : < 30 °C.

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration ;

- matières en suspension (selon la norme mentionnée « dans un avis publié au Journal officiel » et aux normes de référence) : 600 mg/l ;
- DCO (selon la norme mentionnée « dans un avis publié au Journal Officiel » et aux normes de référence) : 2 000 mg/l.

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) ;

- matières en suspension (selon la norme mentionnée « dans un avis publié au Journal Officiel » et aux normes de référence) : 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;
- DCO (selon la norme mentionnée « dans un avis publié au Journal Officiel » et aux normes de référence) : 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

- indice hexavalent (NF T90-112) : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j ;
- cyanures (selon la norme mentionnée « dans un avis publié au Journal Officiel » et aux normes de référence) : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j ;
- métaux totaux (NF T90-112) : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

**Constats :**

La visite des lieux a permis d'identifier : le cheminement des eaux d'une partie des cuves de tribofinition, les cuves recueillant ces eaux et l'installation de floculation et de production des boues.

Les analyses fournies dans le cadre de la précédente inspection montrent que les concentrations mesurées dépassent les valeurs réglementées sur les paramètres DCO, métaux totaux pour ne citer qu'eux.

Le dossier déposé le 31 décembre 2021, n'indique rien sur le traitement actuel ni sur une éventuelle amélioration.

En salle, l'exploitant indique qu'il a investi dans un nouveau système de traitement (évapo-concentrateur) de manière à fonctionner en circuit fermé. Le distillat sera utilisé pour alimenter les cuves de tribofinition. Des boues seront produites par ce système de dépollution des effluents aqueux. L'exploitant remet une copie du bon de commande et du versement d'un acompte. Le budget de cet investissement représente environ 500 000 euros.

L'exploitant indiquera les différents phasages et les délais associés qui conduiront jusqu'à la mise en fonctionnement du système commandé. Les modalités de transition entre les deux systèmes seront également précisées.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle :** Prévention de la pollution des eaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.10

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal, soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres, si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Elle est munie d'un déclencheur d'alarme en point bas.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

**Constats :**

A l'arrière du bâtiment principal, deux GRV contenant du méthanol servant pour les fours de trempe à l'huile (rubrique 2561), sont stockés sans rétention. Ces 2 GRV ne disposent pas, par ailleurs, d'une double paroi.

L'exploitant s'est engagé à remédier rapidement à la situation et a passé commande d'une rétention le 11/02/2022.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites